

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMB

La Michellerie
28150 Prasville

Références : IC250502
Code AIOT : 0010002647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement SMB implanté Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée organisée dans le cadre de l'action départementale sur les remblais de carrière

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMB
- Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville
- Code AIOT : 0010002647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire à ciel ouvert

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III	Demande d'action corrective	7 jours
7	Incident ou accidents	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.8.1	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Acceptation préalable - Procédure	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Document d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Les déchets non admis en carrière	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
4	Contrôles à réception	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
6	Remblayage	AP Complémentaire du 20/01/2022, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acceptation préalable - Procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable - Procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant

qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Sur place, l'inspection des installations classées observe que la procédure d'acceptation préalable est informatisée. Le document relatif à la procédure d'acceptation préalable dispose de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation et notamment la déclaration du producteur initial sur la présence ou l'absence de terre contaminée et/ou polluée.

De plus, l'exploitant indique qu'il exige la présence d'un document d'acceptation préalable (DAP) pour chaque camion entrant sur le site de la carrière. Dans le cas où plusieurs camions proviendraient d'un même chantier, les DAP fournies sont les mêmes et le logiciel interne à la société SMB alerte l'exploitant en cas de dépassement du tonnage inscrit sur la DAP.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Document d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Document d'admission

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Par sondage, l'inspection des installations classées consulte une fiche d'acceptation préalable. Cette fiche contient l'ensemble des éléments demandés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12

décembre 2014.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les déchets non admis en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Les déchets non admis en carrière

Prescription contrôlée :

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- des déchets non pelletables ;
- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- des déchets radioactifs.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Sur place, l'inspection des installations classées observe, au niveau de la zone de remblais, l'absence de remblais non-conforme.

L'exploitant possède un registre des refus. Ce registre indique les éléments suivants : Date, heure, agent de bascule, type de véhicule et immatriculation, transporteur, client, chantier et le motif du refus. Ce document, ne présentant pas d'incohérence, est complet.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles à réception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à réception

Prescription contrôlée :

[...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Sur place, l'inspection des installations classées observe qu'un contrôle systématique du contenu des camions est réalisé au niveau du pont-basculé (par caméra) et au niveau de la zone de

déchargement (par le conducteur de bull).
Il est également observé la présence d'une benne de tri à proximité immédiate de la zone de déchargement.
Constat : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p>
<p><u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u></p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées observe que les bordereaux de suivi ainsi que le registre comprennent l'ensemble des éléments demandés par l'article 12.3.III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Il est également constaté la présence d'un plan topographique à jour.</p> <p>Cependant, l'inspection des installations classées constate que la zone de déchargement effective au jour de la visite, à savoir la zone F17, n'est pas identique à la zone inscrite dans le bordereau de suivi et/ou le registre (zone F16).</p> <p><u>Constat : Le registre n'est pas systématiquement à jour, notamment sur la localisation précise de la zone de remblais.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, 5

<p>Prescription contrôlée : Les apports extérieurs sont limités à un maximum annuel de 800 000t. La moyenne annuelle d'apport extérieurs est de 700 000 t/an</p>
<p><u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u></p> <p>L'exploitant indique que le site de Prasville a reçu 473 310 tonnes de remblais extérieurs en 2024.</p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p> <p>Cependant, Cela ne correspond pas à la déclaration GERE de l'exploitant (471 588 pour l'année 2024).</p> <p>Par conséquent, l'exploitant devra justifier, auprès de l'inspection des installations classées, l'écart entre les deux déclarations (1 722 tonnes).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier, auprès de l'inspection des installations classées, l'écart entre les deux déclarations (1 722 tonnes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Incident ou accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou accidents</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaires et pour en pallier à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u></p> <p>Sur place, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'un accident de travail est survenu sur le site de la carrière en 2025. L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de cet accident.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place une procédure afin de prévenir l'inspection des installations classées lors d'accidents ou incidents portant atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 (voisinage, <u>santé</u>, <u>sécurité</u>, salubrité publique, agriculture, protection de la nature, environnement, paysage, utilisation des sols, utilisation de l'énergie, patrimoines archéologiques et culturels).</p>

<p><u>Constat : Absence de déclaration dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées des accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation en 2025 suite à un accident du travail.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponses à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>